ENVIRONNEMENT ■ Quel avenir pour les jardins familiaux ?

Ils cultivent bien plus que des légumes

Quel avenir pour les jardins familiaux ? C'est le débat qui s'est tenu, samedi, au centre de conférences d'Orléans, à l'initiative de la Fédération nationale des jardins familiaux et collectifs.

DEMANDE. Orléans compte 12 hectares de jardins familiaux, soit 380 parcelles. Une cinquantaine de personnes sont sur liste d'attente. Chacun verse une cotisation de 130 euros à l'année.

C'est un fait, les jardins ouvriers sont plébiscités par le public. Les listes s'allongent. Est-ce l'effet de la crise ? Le jardin est en effet un moyen de se nourrir de façon économique. Ou une volonté de retour aux sources, à des produits naturels avec une traçabilité ? Les deux sans aucun doute.

Depuis leur création, au début du XX^{e} siècle, les jardins familiaux ont évolué. « Nous devons prendre en compte les demandes nouvelles des citoyens pour les jardins et les anticiper », expliquait Hervé Bonnavaud, président de la fédération. Plus de mixité, plus de femmes, des jardiniers plus jeunes, telles sont les nouvelles tendances.

Les différents intervenants, Charles-Éric Lemaignen, Jean-Pierre Sueur, sur le plan local, mais aussi une sociologue, le responsable des jardins de Ris-Orangis, ont dressé un état des lieux avant de s'intéresser aux perspectives pour ces jardins. « Nous avons constaté que la demande s'oriente plus vers du jardin de loisirs, de détente », a ajouté le président.

Arbitrer entre ville et nature

La baisse des superficies de ces parcelles de jardin est constatée. Il est même possible, désormais, de cultiver son lopin de terre sur 2 m^{2}. La question de l'arbitrage entre le foncier disponible pour le bâti et l'espace consacré par la ville à ces respirations vertes a été largement évoquée. « Nous avons plein d'interstices dans la ville qui peuvent être coûteux à entretenir. Pourquoi ne pas en faire des jardins ouvriers qui contribuent à une agriculture de qualité », a proposé Charles-Éric Lemaignen, adjoint au maire d'Orléans.

Maëlle Ranou, la sociologue, lui a fait remarquer que « dans les pratiques, intégrer des jardins dans la ville est très lent. Les élus ou les urbanistes n'ont aucune réflexion sur les espaces verts. Les jardins familiaux ont raison de craindre pour leur pérennité. » Selon elle, il faut intégrer ses structures à la vie urbaine en développant des choses autour.

Actions pédagogiques avec les enfants, cours de cuisine pour apprendre aux jardiniers à valoriser leur production, incitation au compostage, développement de parcelles très petites accessibles aux anciens, aux handicapés, aux enfants... Cultiver son jardin est aussi l'occasion de créer du lien social. « Il y a de la place pour toutes les formes de jardins », a conclu Hervé Bonnavaud. ■

Cindy Roudier